

D'AFGHANISTAN ET D'AILLEURS, SOLIDARITE AVEC TOU·TES LES REFUGIÉ·ES

Suite à la **prise de Kaboul par les talibans en Afghanistan**, la situation humaine sur place est catastrophique. Nous savons d'ores et déjà que de nombreuses personnes fuiront où elles pourront, et ce loin du mythe répété depuis des années d'un soi-disant flux migratoire incontrôlable qui se dirigerait prioritairement vers la France. Ce mythe, porté par le discours d'Emmanuel Macron lors de son allocution par lequel, le gouvernement catalyse des idées d'extrême droite en affabulant sur une augmentation de la demande d'accueil que le pays ne pourrait supporter. Aussi, privilégie-t-il déjà la fermeture des frontières quand **l'accueil inconditionnel est la seule réponse** que l'ensemble des pays, et encore plus des pays occidentaux au passé colonial, se doivent d'avoir. **La France, parce qu'elle a participé au borbier afghan ne peut pas se dédouaner de sa responsabilité** alors même qu'elle participait à expulser des personnes afghanes il y a quelques mois encore.

Il nous tient de rappeler aussi le **contexte de durcissement autoritaire des politiques d'accueil** effectuées par les gouvernements successifs depuis des années. L'accueil des migrant·es ne fait que se détériorer au fil du temps, alors même qu'initialement, ces conditions étaient déjà plus que minimales. Cela fait maintenant des années, qu'en plus de refuser l'accueil des personnes migrant·es et sans papier, **l'Etat fait la chasse aux personnes en "situations irrégulières"** en mettant en place des critères d'accueil sur la base d'un discours qui divise les "bon·nes" et les "mauvais·es" migrant·es, où les réfugié·es seraient à accueillir le temps que la situation se "normalise" dans leurs pays d'origine. L'histoire montre cependant qu'un retour à la normale peut prendre des décennies et nous ne pouvons que nous inquiéter du discours que tient déjà Jean Yves Le Drian, ministre des affaires étrangères, qui, en espérant un gouvernement taliban "inclusif", parle déjà de normalisation alors même que des centaines de milliers de personnes essaient de fuir la zone de conflit.

À Bordeaux, cela fait plusieurs années que l'Etat en plus de ne pas fournir un accueil digne, mène une politique de chasse aux migrant·es en **expulsant chaque année les lieux de vie** qui se créent pour donner un toit à toutes celles et ceux qui en ont besoin. À Bordeaux, comme ailleurs, nous exigeons que pour les migrant·es afghan·es, comme pour toutes les personnes qui sont déjà ici ou arriveront, peu importe d'où elles viennent, peu importe leur âge, ou leur genre, **soit mis en place un accueil inconditionnel, digne et pérenne.**

De la même façon nous exigeons la **régularisation de tou·te·s les personnes sans papier** et **l'abolition du régime d'accueil européen de Dublin** qui impose aux personnes de ne pouvoir faire de demandes que dans le premier pays européen dans lequel ils et elles arrivent, situation aberrante quand on connaît les réalités que traversent ces personnes.

Des papiers et un toit, c'est un droit.

Signataires : UCL, NPA33, CNT, ASTI

